

Table des matières

Introduction – Le cadre constitutionnel	7
<i>Xavier GHUYSEN</i>	
Section 1. Remarques liminaires	7
Section 2. Communautarisation de l’enseignement – Compétence législative des Communautés	8
Section 3. La liberté de l’enseignement	9
§ 1. Liberté de créer des écoles	9
§ 2. Liberté de choix des parents	10
Section 4. Le(s) principe(s) d’égalité	11
Section 5. Droit à l’enseignement et gratuité de l’enseignement	14
§ 1. Droit à l’enseignement	14
§ 2. Gratuité de l’enseignement	17
Conclusion	20
Les recours juridictionnels exercés par les élèves et les étudiants – Au secours, les juges !	21
<i>Jean-Marie DERMAGNE</i>	
Introduction – Levons le voile	21
Section 1. L’instruction, une faveur ou un droit ?	22
Section 2. Pourquoi pas un juge pédagogue ?	23
Section 3. Les raisons de se plaindre ?	24
Section 4. Un juge, mais lequel ?	25
Section 5. Que peut-on attendre du juge ?	28
Section 6. Quels sont les écueils ?	33
§ 1. L’incompétence qui surprend	34
§ 2. Le retard pour agir	34
§ 3. L’intérêt qui s’évapore	35
§ 4. Les recours qu’on oublie	36
§ 5. La marginalité du contrôle	37

La Communauté française ne peut pas accueillir tous les étudiants d'Europe, mais elle doit en prendre fidèlement plus que sa part	39
<i>Xavier DELGRANGE, Mathias EL BERHOUMI et Luc DETROUX</i>	
Section 1. L'irrésistible ascension du droit européen de l'enseignement supérieur	40
Section 2. Les États membres condamnés à renoncer à la démocratisation de l'enseignement ?	48
Section 3. Le décret « non-résidents », vers une prise en compte des effets pervers de la libre circulation ?	55
§ 1. Le renoncement de la Commission européenne	57
§ 2. L'infléchissement de la jurisprudence de la C.J.U.E.	57
§ 3. L'annulation partielle par la Cour constitutionnelle	60
§ 4. L'extension du décret « non-résidents »	63
Les accidents du travail dans l'enseignement : questions choisies	69
<i>Anne VILLERS et Julie D'HAUTCOURT</i>	
Introduction	69
Section 1. La notion d'accident du travail	70
§ 1. Définition légale	70
§ 2. Quelques exemples et évolution	70
Section 2. La réparation du dommage	74
§ 1. Les textes	74
§ 2. Les frais médicaux et de déplacement	75
§ 3. L'incapacité temporaire	76
§ 4. L'incapacité permanente	76
§ 5. La problématique des absences au travail postérieures à la date de consolidation	79
Section 3. La procédure administrative	85
§ 1. La déclaration d'accident	85
§ 2. L'examen médical	86
§ 3. La décision administrative	86
Section 4. La procédure judiciaire	87
Section 5. Les procédures en révision et en aggravation	87
§ 1. La procédure en révision	87
§ 2. La procédure en aggravation	88
Annexes	90

Le droit à l'aide sociale des étudiants	107
<i>France LAMBINET et Steve GILSON</i>	
Introduction – Objectif de la contribution et notion d'aide sociale	107
Section 1. L'étudiant et le droit à l'intégration sociale	109
§ 1. L'âge comme condition du droit à l'intégration sociale	109
§ 2. L'intégration sociale des étudiants dans le cadre de la loi du 26 mai 2002	109
Section 2. L'étudiant et le droit à l'aide sociale au sens strict	143
§ 1. L'absence de condition d'âge	144
§ 2. L'aide sociale ouverte au mineur	144
§ 3. L'articulation de l'aide sociale et de l'aide à la jeunesse	145
§ 4. Articulation des solidarités étatique et familiale	147
§ 5. L'aide aux études	148
Section 3. La compétence territoriale des C.P.A.S. envers les jeunes	152
Section 4. Le droit au recours du mineur	154
Conclusion	155
Réguler par décret les inscriptions dans les écoles : mission impossible ?	159
<i>André VAN DE WEYER</i>	
Introduction	159
Section 1. Les sources du problème	159
§ 1. Le niveau de l'enseignement francophone	159
§ 2. Le taux d'échec et de redoublement	161
§ 3. La structure de l'enseignement belge	162
§ 4. La pénurie d'enseignants	163
Section 2. Les premiers décrets	165
§ 1. Les « discriminations positives »	165
§ 2. Le décret « Missions »	166
§ 3. Le premier décret « Inscriptions »	167
§ 4. Le décret « Mixité sociale »	168
Section 3. Le décret « Simonet »	170
§ 1. Les élèves prioritaires	171
§ 2. Le mode de classement des autres candidats à l'inscription	172
§ 3. Le déroulement des opérations	173
ANTHEMIS	229

Section 4. Contestations et recours	174
§ 1. Recours contre le premier décret « Inscriptions »	175
§ 2. Recours contre l'application même du décret	175
§ 3. Écoles primaires situées en Flandre	176
§ 4. Commune située loin de toute école secondaire	179
Section 5. La situation actuelle	188
§ 1. Des chiffres concrets	188
§ 2. Des points peut-être perfectibles	189
§ 3. Des problèmes plus difficiles à résoudre	190
§ 4. Quel avenir pour le décret « Inscriptions » ?	194
Conclusion	195
La responsabilité civile des enseignants	199
<i>Étienne MONTERO</i>	
Section 1. La responsabilité présumée des « instituteurs »	201
§ 1. Conditions d'application	202
§ 2. Effets de la présomption et échappatoires	211
Section 2. Autres recours à disposition de la victime	218
§ 1. La responsabilité personnelle de l'instituteur	218
§ 2. La responsabilité de l'institution d'enseignement	219
Réflexions finales	223